

valeria dell'orzo

22 février 2020, frioul: le jour où l'école s'arrêta

V

Valeria Dell'Orzo, enseignante et anthropologue, raconte la vie telle qu'elle l'a vécue dans une petite école dans un village du Frioul, dans l'une des premières régions mises en confinement total en Italie. Elle nous livre les extraits d'un journal de terrain dans une classe confinée. Elle en tire également un bilan et des perspectives.

Le 22 février 2020, au son du dernier coup porté sur la cloche de l'école, j'ai terminé ma journée de travail, quittant le lycée après avoir reporté sur l'agenda le rappel des prochaines vérifications orales, les points à contrôler la semaine suivante – escortée par l'euphorie des adolescents qui se préparent au pont du Carnaval, aux différentes fêtes déjà organisées: occasions de rencontre et d'évasion que l'on trouve plus encore en province que dans les grandes villes. Le 26, nous aurions tous été de retour en classe, avec les tâches habituelles, le chahut des élèves pendant la récréation, le chœur des plaintes sucité par l'annonce des devoirs.

La suite fut brutale, car dans cette école, nous n'y sommes jamais revenus avec nos élèves. L'examen d'État a connu un changement radical: les trois épreuves écrites qui ont précédé l'épreuve orale (à savoir l'examen d'italien, une épreuve spécifique basée sur le programme d'études et une troisième épreuve comportant des questions sur différents sujets) ont été purement et simplement annulées. Il ne restait donc plus que l'examen final oral. Afin d'éviter autant que possible les déplacements, il n'a même pas été possible de convoquer des membres

externes, des enseignants d'autres institutions, qui assurent normalement une évaluation formelle et indépendante du candidat. Pour la première fois, les élèves ont passé l'examen du baccalauréat exclusivement avec leurs professeurs et uniquement avec l'épreuve orale.

En revanche, toutes les autres activités d'enseignement se sont déroulées à distance, créant un magma d'activités et de relations filtrées par un ordinateur et un écran. Entraînant du même coup toute l'école dans un monde virtuel, avec une rapidité qui a rendu le tout plus irréel. En quelques jours, des millions d'enseignants, d'élèves et souvent de parents ont dû faire face à une utilisation de la technologie à laquelle ils n'étaient pas préparés.

Avançant à tâtons, découvrant différents programmes et fonctions, expérimentant souvent des solutions ingénieuses pour compenser la surcharge des plateformes, l'intermittence du réseau, la connectivité oscillante. On se souviendra de ce chapelet égrainé de « je n'entends pas », « je ne vois pas », « ma caméra ne fonctionne pas », « le microphone est cassé », « l'image s'est arrêtée ». Ou encore, de « je suis à court de

gigabits », « la lumière s'est éteinte », « quelqu'un d'autre a besoin du PC à la maison », et ainsi de suite. Ce furent parfois des excuses fantaisistes pour s'absenter impunément des cours en ligne dans certains cas mais, le plus souvent, des obstacles bien concrets.

La distance est un concept difficile à cerner dans la relation humaine essentielle qui établit le lien entre l'enseignant et ses élèves. Une relation qui filtre, transmet et amplifie l'apprentissage, non seulement des connaissances et des compétences spécifiques à chaque matière, mais aussi de cet ensemble de règles qui composent et soutiennent en même temps la société, les relations interpersonnelles tissant le réseau communautaire au sein duquel le jeune individu se forme et dont il devient un élément constitutif – jour après jour.

Tel fut donc le défi: tenter de maintenir fermement ce lien pendant plus de trois mois, sans le partage nécessaire de l'espace, en essayant de ne laisser personne derrière, de compenser la distance et tous les obstacles inhérents à une communication qui a changé si rapidement. Bien sûr, cela augmente démesurément nos heures de travail, tout en débordant largement sur le temps et l'espace privés. Cette immense masse de travail fournie par le corps enseignant et les élèves ne fut malheureusement que peu reconnue dans le débat politique, en particulier par ceux qui tentèrent d'instrumentaliser les mesures anticovid à des fins de propagande.

Afin de comprendre comment l'école s'est retrouvée submergée par l'urgence et la nécessité de sécuriser tous ceux qui se trouvaient dans son périmètre de responsabilité, en premier lieu les élèves, il est nécessaire de poser une vue d'ensemble et de se replonger dans la succes-



sion des événements vécus, tout en soulignant l'évolution extrêmement rapide du cadre légal, qui, à ce jour, a vu se succéder 702 actes émis par les institutions italiennes, à partir de février 2020, en relation avec la propagation du Covid-19 et les moments cycliques de réduction de la condition épidémiologique.

Le 21 février 2020, à la suite des contrôles sanitaires qui avaient permis d'identifier les premiers cas de Covid-19 en Italie, le Ministère de la Santé a publié les premières mesures prévoyant l'isolement et la mise en quarantaine pour ceux qui avaient été en contact avec des personnes testées positivement, une surveillance active du territoire, le confinement à domicile pour ceux qui s'étaient retrouvés dans des zones à haut risque au cours des deux dernières semaines. Sans oublier l'obligation de signaler le tout aux autorités sanitaires locales.

Dès le lendemain, de région en région, suivant la courbe ascendante des contagions, les écoles ont peu à peu été fermées. Jusqu'au 4 mars 2020, date à laquelle le président du Conseil a déclaré la fermeture de tous les établissements d'enseignement sur le territoire national, le seul moyen d'assurer la sécurité des élèves et du personnel scolaire. Au plan européen, l'Italie fut, surtout au cours de la phase initiale, l'un des pays les plus touchés par la propagation de la pandémie. En même temps, elle a été l'un des plus rapides à essayer de contenir activement les situations contagieuses. Les limites imposées par la succession de décrets ont transformé la vie quotidienne de chaque citoyen en une douche glacée sur les libertés: ce qui semblait n'être qu'une suite d'absurdités s'est révélé une nécessité dès que la capacité contagieuse du virus fut démontrée, surtout en raison de la conscience que les finances de l'Italie sont toujours en difficulté, avec

des effets négatifs sur les systèmes de santé et sur les infrastructures.

Le 23 février, le premier des décrets entra en vigueur. Son champ d'application fut étendu dès le 25 février 2020 par le Décret du président du Conseil des Ministres (DCPM). Il impliquait la suspension temporaire de diverses activités et de divers services publics, parmi lesquels le monde de l'éducation, inclus en raison du risque évident de propagation de la pandémie. La phase initiale a été accueillie par les étudiants avec des rires naïfs et incrédules, certains percevant une occasion de prolonger les vacances, d'en profiter pour sortir librement le soir, voir des amis et faire du sport. De quoi se réjouir!

Le deuxième décret du Premier ministre du 9 mars 2020 sonna en revanche la fin de la récréation! Dès le lendemain, tout le monde fut invité à rester chez soi, afin d'exclure toute possibilité de rencontre et, plus encore, de contact avec toute personne ne faisant pas partie du même ménage. Les enfants, les parents, les frères et sœurs, les couples ont soudain été séparés par l'impossibilité de passer d'une maison à l'autre.

Toutes les activités ont cessé, sauf celles considérées comme indispensables, moyennant bien entendu une réélaboration des modes de production, de vente, de distribution, de production ou de prestation de services. Les Italiens ne sortiront de la quarantaine que le 3 mai, avec la fin de la Phase 1.

Le pays connut une respiration – du 4 mai au 3 juin 2020 avec la Phase 2 –, les restrictions ayant été allégées, permettant aux citoyens italiens de se déplacer dans leur propre commune et, dans certains cas justifiés, au sein de leur

propre région, pour reprendre contact directement avec leurs proches. Grandes furent les incertitudes de commettre une erreur d'appréciation sur ce qui était réellement autorisé. Le risque bien présent d'être amendé poussa donc de nombreuses personnes à renoncer à se déplacer – également en raison de la fermeture prolongée de la plupart des activités culturelles, commerciales, sportives et récréatives. La reprise le 18 mai de certaines activités se fit – comme ailleurs – grâce à un train de mesures de sécurité compatibles avec le risque épidémiologique réel que le pays traversait alors.

À l'heure actuelle, nous en sommes à l'étape 3 qui s'achève mi-octobre. Se déplacer de région en région, rentrer chez soi, dans le cas des étudiants et travailleurs expatriés bloqués dans des régions éloignées des leurs, ou simplement prendre des vacances, sont redevenus des choses possibles. Les vols aériens et les trains qui avaient été suspendus ont été pour la plupart rétablis et les activités ont presque toutes été rouvertes, dans le respect de règles restrictives visant à maintenir le risque de contagion le plus faible possible.

L'année scolaire suivante, 2020/2021, n'a pas été moins dystopique que la précédente, mais la gestion globale des activités quotidiennes et des mesures à mettre en œuvre fut moins déconcertante que la première expérience. L'enseignement à distance a pris la dimension irréelle d'une pratique habituelle, entrecoupée des moments nostalgiques des retours occasionnels en classe.

En septembre, la rentrée scolaire s'est caractérisée par le retour à l'enseignement traditionnel et l'instauration d'un nouveau règlement scolaire, qui prévoyait l'espacement dans les salles de classe, l'utilisation de masques, la mise en

quarantaine pour la correction des devoirs, l'aération des salles, l'échelonnement des entrées, sorties et récréations pour éviter que tous les élèves se retrouvent en même temps dans les espaces communs. Au tournant des mois d'octobre et de novembre, les écoles italiennes ont été contraintes de revenir à l'enseignement à distance, en fonction des conditions locales spécifiques, mais reformulé sur la base d'une conscience et d'une expérience désormais acquises dans les délais serrés de l'urgence qu'elles venaient de vivre.

Contrairement à l'année scolaire précédente, qui avait vu la propagation inattendue du virus, il a été possible de structurer une procédure d'urgence permettant la tenue des examens finaux, qui sont importants non seulement en tant qu'acte formel mais, en se référant particulièrement aux examens du baccalauréat, en tant que rite de passage, en tant que conclusion non seulement d'un parcours d'études mais aussi d'une phase de la vie, celle de l'adolescence, encore étroitement liée à la dimension sociale de l'enfance et à l'accès à l'âge adulte, au monde du travail ou aux études universitaires. Afin de minimiser les occasions de contact, les épreuves écrites ont été sacrifiées, car elles auraient dû être organisées simultanément, avec trop d'élèves et d'enseignants présents en même temps, tandis que l'épreuve orale a bénéficié d'un espace beaucoup plus important que d'habitude, avec un seul élève à la fois, en présence du jury d'examen. Afin d'éviter la forte mobilité des enseignants qui représentent habituellement la partie externe du jury d'examen, seule la figure externe du président du jury a été garantie.

Il est clair que l'urgence Covid-19 a marqué la réalisation d'une situation de profonde altération de la vie commune. Les nombreux changements

dans les habitudes sociales, économiques, sanitaires et, dans notre cas, scolaires, montrent bien la portée et l'incision de ce phénomène dans un quotidien modifié et reformulé sous la nécessité d'une protection collective.

Le moment de tirer un bilan, certes provisoire, est venu. En examinant la situation des écoles au cours de cette période difficile, nous devons aussi tenir compte de l'héritage de la globalisation dans lequel nous sommes plongés. Une dynamique en constante évolution qui se caractérise non seulement par des outils et des technologies propres, mais aussi par tout un bagage culturel et communicatif que ces supports simultanément nous offrent et nous imposent.

Rappelons que l'école représente ce premier espace d'émancipation et d'affirmation de la personne, marqué par des règles, des rôles, des limites spatiales, distinguant un espace intérieur et extérieur. Dans une école, la nécessité de suivre un code relationnel convenu et spécifique est visuellement marquée. C'est le domaine dans lequel on devient un individu complet avec sa culture d'origine et sa sociabilité. Or, durant cette période marquée par des salles de classe vides, comme il était indispensable de le faire pour inverser la courbe de contagion, les élèves se sont retrouvés éloignés des espaces où, avec un léger contrôle, ils vivaient leur socialité.

Sur le terrain du collectif, il fut nécessaire de circonscrire la sociabilité, de la restreindre et de la contenir en quelque sorte dans ses propres murs, en utilisant à l'extrême les dispositifs multimédias. Le plus souvent en apparence, ils ont permis d'atténuer la solitude et de permettre la continuité productive de secteurs entiers. Tout cela a, au moins pour un certain temps, altéré la relation habituelle et consolidée entre l'homme et la com-

munauté qui l'entoure. Dans le même temps, cette situation a étouffé la multiplicité des formes de communication qui naissent habituellement de la rencontre avec l'autre, privant surtout les plus jeunes – germes d'une sociabilité future – des possibilités infinies que la proximité avec un autre nous offre dans la construction du moi social et personnel.

Une sorte d'invasion publique a envahi et bouché tous ces canaux de communication que les plus jeunes avaient choisis: on les avait critiqués, on s'y était tantôt opposé, ils s'étaient parfois sentis incompris.

Mais au cours de cette crise sanitaire, tous ces canaux furent réduits à l'usage exclusif d'un filtre qui, une fois imposé *de facto* à tous, s'est immédiatement appauvri et rétréci. En effet, dès lors qu'ils n'étaient plus élus comme le domaine de communication propre à une génération, ces véhicules en furent réduits à leur plus simple expression.

Si le fil qui lie les jeunes à l'éducation ne s'est malgré tout pas rompu, ces derniers ont toutefois été privés – espérons-le seulement de manière temporaire – de cette occasion unique de connaissance, de découverte et d'expérimentation personnelle qui ne peut que leur être donnée par le partage direct, en présentiel et en classe.

Sans cet ensemble de regards, de notes passées en secret d'une table à l'autre, de petites et grandes espiègleries qui servent à affirmer leur émancipation de futurs adultes, les voici en effet obligés d'entrer dans un espace social infiniment plus étendu – mais d'autant plus contraignant – qui est celui du champ virtuel. /